



Conseil économique et social

Distr. générale
24 mars 2009
Français
Original: anglais

Comité chargé des organisations non gouvernementales

Reprise de la session de 2009

18-27 mai 2009

Rapports quadriennaux pour la période 2004-2007, présentés par les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social par l'intermédiaire du Secrétaire général en application de la résolution 1996/31 du Conseil*

Note du Secrétaire général

Table des matières

<i>Chapitre</i>	<i>Page</i>
1 Fondation asiatique pour la prévention du crime	2
2 Association chinoise pour la science et la technologie	6
3 International Buddhist Relief Organisation	9
4 People with Disabilities Uganda	12
5 Sister to Sister International	15

* Les rapports présentés par les organisations non gouvernementales n'ont pas été revus par les services d'édition.



1. Fondation asiatique pour la prévention du crime (Statut consultatif général accordé en 2000)

Introduction

La Fondation asiatique pour la prévention du crime est une organisation non gouvernementale créée le 17 février 1982, qui a été dotée du statut consultatif spécial auprès du Conseil économique et social de l'Organisation des Nations Unies le 22 mai 1991, puis reclassée au statut consultatif général le 3 mai 2000. Comme suite à ce changement de statut, la Fondation a joué un rôle plus important et plus actif dans l'ensemble des activités relevant de la compétence du Conseil et de ses nombreux partenaires. Ce faisant, les compétences de la Fondation en matière de prévention du crime et de justice pénale sont pleinement utilisées tout en approfondissant encore ses connaissances dans les domaines concernés. Bien qu'il existe un certain nombre d'organisations sous-régionales (principalement intergouvernementales), la Fondation est la seule entité à l'échelle de la région à offrir un forum pour l'échange de compétences et de données d'expérience entre les différentes catégories de participants des secteurs public et privé, y compris les organisations non gouvernementales, la société civile et le grand public.

i. Buts, objectifs et principal domaine d'action de l'organisation

L'objectif de la Fondation asiatique pour la prévention du crime est de promouvoir le développement durable, la paix et la stabilité en Asie et dans le monde, en renforçant l'efficacité des politiques et pratiques suivies en matière de prévention du crime et de justice pénale et la coopération entre toutes les entités concernées. Elle s'emploie à renforcer les capacités des personnes spécialisées dans ce domaine par des programmes de formation appropriés, en particulier ceux élaborés par l'Institut des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants en Asie et en Extrême-Orient et son réseau d'anciens étudiants. Elle encourage également les travaux de recherche menés en coopération et ayant une orientation pratique ainsi que les échanges d'informations, organise des conférences mondiales, des séminaires internationaux et de réunions de travail qui servent de cadre à des échanges de vues sur les questions d'intérêt mutuel et permettent de prendre des mesures appropriées, et favorise l'élaboration de stratégies communes et d'approches rationnelles, conformes aux normes et principes directeurs de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine de la prévention du crime et de la justice pénale.

Le nombre de membres de la Fondation continue d'augmenter et elle accroît ses activités. Alors qu'elle voit arriver des stagiaires d'autres régions géographiques telles que l'Afrique et l'Amérique du Sud, représentant au total 129 pays à la fin de 2007, la Fondation étend également sa composition aux pays de ces régions. Elle poursuit des objectifs plus généraux qui couvrent de larges domaines d'activités liés au développement durable, y compris des questions concernant la sécurité, la situation des femmes, la santé des enfants, la protection de l'environnement et la lutte contre l'extrême pauvreté. Les conférences mondiales de la Fondation, organisées en coopération avec les pays hôtes pour mettre en lumière les questions prioritaires privilégiées par l'ONU, habituellement dans le cadre des préparatifs ou du suivi de ses congrès quinquennaux pour la prévention du crime et la justice

pénale, ont accru la portée de la Fondation et la collaboration active de ses membres.

En facilitant les contacts et la coopération entre ses membres qui occupent souvent des postes de responsabilité, notamment dans le secteur privé et dans les milieux universitaires, la Fondation resserre les liens de solidarité qui les unissent. Elle mène diverses activités, y compris des activités d'assistance technique, publie des documents (par exemple, *ACPF Today*) et parraine des initiatives spéciales à l'appui du Programme des Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale.

Participation aux activités de l'Organisation des Nations Unies

La Fondation a participé aux treizième, quatorzième, quinzième et seizième sessions de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale, qui se sont tenues à Vienne (Autriche), et au cours desquelles elle a présenté des déclarations écrites et orales.

Le Représentant résident de la Fondation pour l'Europe et l'Asie centrale auprès de l'Office des Nations Unies à Vienne a représenté la Fondation à d'autres réunions des Nations Unies, notamment aux quarante-septième, quarante-huitième, quarante-neuvième et cinquantième sessions de la Commission des stupéfiants, aux première (2004), deuxième (2005) et troisième (2006) sessions de la Conférence des États parties à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée, au Groupe de discussion sur les étrangers en prison (23 avril 2007) organisé par la Commission internationale de la Pastorale catholique dans les prisons lors de la seizième session de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale (23-27 avril 2007) et au Colloque sur l'application de la Stratégie antiterroriste mondiale (17-18 mai 2007).

De même, des représentants de la Fondation ont assisté aux réunions suivantes, au Siège des Nations Unies à New York : i) cinquante-neuvième, soixantième, soixante-et-unième et soixante-deuxième sessions ordinaires de l'Assemblée générale des Nations Unies; ii) sessions extraordinaires sur la promotion et la protection des droits de l'enfant; iii) sessions de fond et d'organisation du Conseil économique social et de ses commissions techniques, telles que a) le développement social, b) la condition de la femme et c) le développement durable; iv) la sécurité urbaine organisée par le Programme des Nations Unies pour les établissements humains et l'organisation non gouvernementale « Caring Communities » (26 octobre 2006), notant l'importance d'inclure la prévention de la criminalité dans leurs futures initiatives en matière de sécurité.

La Fondation a présenté des exemples de réussite résumant ses activités et expériences significatives vers la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (29 juillet 2004), qui ont été présentés dans un recueil publié par le Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies.

La Fondation a toujours joué un rôle important aux congrès quinquennaux des Nations Unies sur la prévention du crime et la justice pénale et à ses réunions préparatoires. Dans le cadre de la onzième session de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale, la Fondation a contribué à la production de 2 000 exemplaires (1 400 en anglais et 600 en français) du CD-ROM contenant la documentation du premier au dixième Congrès (1955-2000).

M. Minoru Shikita, Président de la Fondation, est membre du Conseil d'administration du Conseil consultatif scientifique et professionnel international du Programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale. Il a présidé une réunion annexe sur la prévention du crime et la justice pénale dans le contexte des catastrophes naturelles : enseignements tirés de l'expérience (Bangkok, Thaïlande, 20 avril 2005), organisée conjointement par le Conseil et la Fondation. Le Président a présenté les expériences et les enseignements tirés lors de la Table ronde sur le rôle de la société civile dans la prévention de la violence urbaine et la criminalité organisée (Vienne, Autriche, 26 avril 2007), organisée conjointement par le Bureau des Nations Unies pour le contrôle des drogues et la prévention du crime et l'organisation non gouvernementale italienne Libera International à la seizième session de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale (Vienne, Autriche, 23-27 avril 2007).

Les représentants indiens de la Fondation i) ont participé à l'examen ministériel annuel de 2007 lors de la Foire de l'innovation pour la région asiatique (Mumbai, Inde, 24-25 juin 2007), organisée par le Département des affaires économiques et sociales. Le principal objectif était de mettre à profit les meilleures pratiques de la région asiatique ayant servi de modèles de développement pour le « renforcement de l'action menée pour éliminer la pauvreté et la faim, notamment grâce au partenariat mondial pour le développement dans le cadre des objectifs du Millénaire pour le développement et des objectifs généraux du Conseil économique et social »; ii) ont présidé la session de la table ronde qui a porté essentiellement sur le système de justice pénale et ont présenté un document conjoint sur le thème de l'amélioration de l'administration de la justice pénale pour atténuer la pauvreté en Inde.

Coopération avec les organismes et programme de l'Organisation des Nations Unies

La Fondation a continué d'appuyer l'Institut pour la prévention du crime et le traitement des délinquants en Asie et en Extrême-Orient i) en couvrant une bonne partie des frais des cours de formation internationale et des séminaires organisés à son siège à Fuchu, Tokyo (126^e à 137^e cours durant la période 2004-2007); ii) en fournissant une assistance financière et technique à divers séminaires et projets menés à l'Institut et dans d'autres pays d'Asie et d'Afrique. Les séminaires et cours de formation en 2007 ont été les suivants : a) treizième Séminaire spécial pour les hauts responsables de la justice pénale; b) 10^e cours de formation spécial sur la lutte contre la corruption dans le crime et la justice; c) 8^e cours de formation pour le Kenya sur les systèmes de traitement des délinquants juvéniles; d) quatrième Séminaire sur la justice pénale pour l'Asie centrale; e) 2^e cours de formation sur la revitalisation du système d'aide aux agents de probation bénévoles aux Philippines).

La Fondation a tenu des conférences mondiales dans les différents pays de la région : i) des colloques internationaux relatifs aux principales priorités de l'Organisation des Nations Unies, auxquelles font écho la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale et le Programme des Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale, ont été organisés en liaison avec ces réunions; ii) la dixième Conférence mondiale sur la prévention du crime et la justice pénale de la Fondation (Macao, Chine, 23-25 novembre 2004) portant sur les questions de fond de l'ordre du jour du onzième Congrès des Nations Unies et la Déclaration de Macao, adoptée à la dixième Conférence mondiale de la Fondation, a

été reproduite en tant que document des Nations Unies (Déclaration adoptée par la dixième Conférence mondiale sur la prévention du crime et la justice pénale de la Fondation qui s'est tenue à Macao (Chine) du 23 au 25 novembre 2004 par la Fondation pour la prévention du crime en Asie) et distribuée au onzième Congrès des Nations Unies. La onzième Conférence mondiale sur la prévention du crime et la justice pénale de la Fondation (Jakarta, Indonésie, 20-22 novembre 2006) axée sur le suivi des discussions et des consultations concernant les résultats du onzième Congrès des Nations Unies et la Déclaration de Jakarta de la onzième Conférence mondiale de la Fondation a également été reproduite en tant que document des Nations Unies (Déclaration de la onzième Conférence de la Fondation asiatique pour la prévention du crime présentée par la Fondation asiatique pour la prévention du crime) et distribuée à la seizième session de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale (Vienne, Autriche, 23-27 avril 2007).

Entre les conférences mondiales, un groupe de travail de la Fondation composé d'experts de la région et d'organes des Nations Unies intéressés ont tenu plusieurs réunions sur divers thèmes. Ces discussions ont permis de clarifier un certain nombre de questions et les recommandations pertinentes qui ont été faites figurent dans leurs rapports. À titre d'exemple, la réunion du Groupe de travail organisée en vue de la préparation technique du onzième Congrès des Nations Unies s'est tenue à Bangkok (Thaïlande) du 29 novembre au 1^{er} décembre 2003. Son rapport a été distribué en tant que document des Nations Unies (Rapport de la réunion du Groupe de travail sur les plans d'action concernant la mise en œuvre de la Déclaration de Vienne sur la criminalité et la justice pénale, organisée par la Fondation asiatique pour la prévention du crime) lors de la treizième session de la Commission sur la prévention du crime et la justice pénale (Vienne, Autriche, 11-20 mai 2004). Une autre réunion du Groupe de travail s'est tenue à Hong-kong (Chine) le 21 novembre 2004, avant la dixième Conférence mondiale de la Fondation à Macao (Chine), pour discuter du projet de directives et de commentaires sur le rôle du droit pénal et la justice pénale dans l'atténuation de l'extrême pauvreté, préparé par la section indienne de la Fondation asiatique pour la prévention du crime. Avant la tenue du onzième Congrès des Nations Unies, le Groupe de travail sur le rôle de la justice pénale dans l'atténuation des difficultés socioéconomiques liées aux catastrophes naturelles s'est réuni à Bangkok (Thaïlande) du 15 au 16 avril 2005 et a présenté les résultats au Congrès lors de la réunion annexe sur le thème de la prévention du crime et la justice pénale dans le contexte des catastrophes naturelles : enseignements tirés de l'expérience (Bangkok, Thaïlande, 20 avril 2005). La deuxième réunion du Groupe de travail sur le thème a eu lieu à Kota Kinabalu (Malaisie) du 10 au 13 mars 2006. Des experts mettent actuellement la dernière main au projet de directives et de commentaires, rédigé au cours de cette réunion, sur le rôle de la justice pénale dans l'atténuation des difficultés socioéconomiques liées aux catastrophes naturelles.

La Fondation indonésienne pour la prévention du crime, qui relève de la Fondation asiatique pour la prévention du crime, a tenu, à Jakarta les 27 et 28 février 2006, un Séminaire international sur la prévention du crime, qui avait pour thème la mise en place de la coopération internationale contre le terrorisme et portait plus particulièrement sur les attentats-suicide et leur caractère symptomatique. Le rapport du Séminaire a été distribué en tant que document des Nations Unies (Déclaration présentée par la Fondation asiatique pour la prévention du crime sur le rapport du Séminaire international sur la prévention du crime « Mise

en place de la coopération internationale contre le terrorisme », à la quinzième session de la Commission pour la prévention du crime (Vienne, Autriche, 24-28 avril 2006).

La Fondation asiatique pour la prévention du crime a célébré le 25^e anniversaire de sa création à Tokyo (Japon) le 3 octobre 2007 et a organisé, dans le cadre de son programme de commémoration, un colloque sur la criminalité familiale. Le thème de ce colloque portait sur la violence à l'égard des femmes dans le cadre familial en rapport avec la thématique principale du débat de la dix-septième session de la Commission sur la prévention du crime et la justice pénale (Vienne, Autriche, 14-18 avril 2008). Le rapport a été distribué à la session en tant que document des Nations Unies (Colloque international sur le crime familial de la Fondation asiatique pour la prévention du crime).

Au cours de la période considérée, des représentants résidents de la Fondation ont assisté aux réunions ordinaires de l'Alliance des organisations non gouvernementales pour la prévention du crime et la justice pénale, qui se sont tenues à Vienne et à New York.

2. Association chinoise pour la science et la technologie (Statut consultatif spécial accordé en 2004)

Première partie.

Introduction

L'Association chinoise pour la science et la technologie est une organisation qui chapeaute la communauté scientifique et technique de Chine. Elle est composée de diverses associations professionnelles et universitaires et joue un rôle important dans le développement de la science et de la technologie du pays. L'objectif de l'Association est de faire avancer le développement économique et social du pays, de concourir à l'amélioration de l'acquisition des connaissances scientifiques de tous les Chinois et de travailler au service du personnel scientifique et technique. Parmi ses principales tâches, l'Association procède à des échanges universitaires, facilite la création de diverses disciplines dans le domaine de la science et de la technologie et favorise l'innovation indépendante pour perpétuer l'esprit scientifique, diffuser des connaissances en matière de science et de technologie, encourager la pensée et les méthodes scientifiques et mener des activités en matière de science et de technologie auprès des adolescents. Elle fait en sorte que du personnel scientifique et technique participe à la formulation de politiques nationales en matière de science et de technologie, procède à des échanges scientifiques et technologiques au niveau international, favorise la coopération internationale dans le domaine de la science et de la technologie et développe des relations amicales avec la communauté scientifique et technique internationale et mène des activités de formation permanente.

Deuxième partie

Contribution de l'organisation aux travaux de l'Organisation des Nations Unies

i. Participation aux travaux du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires ainsi qu'aux grandes conférences et autres réunions des Nations Unies

Première phase du Sommet mondial sur la société de l'information : 10-12 décembre 2004, Genève (Suisse). Un représentant a assisté au sommet.

Réunion de haut niveau à la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction : 13-24 juin 2005, Genève (Suisse). Un représentant a assisté à la réunion.

Suite à sa demande en septembre 2005, l'Association a participé en qualité d'observateur à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques.

Deuxième phase du Sommet mondial sur la société de l'information : 16-18 novembre 2005, Tunis (Tunisie). Six représentants y ont assisté et une réunion parallèle d'organisations non gouvernementales a été organisée sur le thème « Les organisations non gouvernementales chinoises assurant le relais entre la société civile, les technologies de l'information et des communications et les objectifs du Millénaire pour le développement ». Un représentant a assisté à la table ronde et aux ateliers de la société civile et des organisations non gouvernementales organisés par le Conseil économique et social.

Onzième session de la Conférence des Parties (COP 11) à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques : 3-10 décembre 2005, Montréal (Canada). Huit représentants ont participé à la conférence.

Réunion de haut niveau de l'Assemblée générale des Nations Unies sur le VIH/sida : 31 mai-2 juin 2006, New York (États-Unis d'Amérique). Un représentant a assisté à la réunion.

Réunions de consultation sur les initiatives et ententes volontaires de l'Organisation des Nations Unies sur l'éducation, la science et la culture (UNESCO) sur la cyberscience du Sommet mondial sur la société de l'information : 22 octobre 2006, Beijing (Chine). Un représentant a assisté à la réunion.

Séance d'ouverture du Forum sur la gouvernance d'Internet des Nations Unies : 30 octobre-2 novembre 2006, Athènes (Grèce). Six représentants ont participé aux principales activités : a) un atelier sur une culture mondiale de la cybersécurité a été organisé et une proposition sur une norme mondiale de l'Internet a été présentée à l'assemblée. Un représentant a fait un exposé lors de la principale session de clôture; b) un représentant a été invité pour participer à l'une des quatre principales sessions sur la diversité de l'Internet.

Douzième session de la Conférence des Parties (COP 12) à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques : 9-20 novembre 2006, Nairobi (Kenya). Six représentants ont assisté à la conférence et une manifestation

parallèle a été organisée sur l'évaluation de l'adaptabilité des différentes étapes économiques ainsi qu'une brève introduction portant sur les activités de la Chine.

Deuxième réunion stratégique de l'Alliance mondiale pour les technologies de l'information et des communications au service du développement de l'Organisation des Nations Unies : 27-28 février 2007, Californie (États-Unis d'Amérique). Un représentant a assisté à la réunion et a présenté un exposé sur le plan de mise en œuvre du projet relatif à une alliance mondiale visant à faciliter l'accès des pays en développement aux données scientifiques et l'application de ces données dans ces pays (e-SDDC).

Soixantième Assemblée générale de l'Organisation mondiale de la santé : 11-23 mai 2007, Genève (Suisse). Quatre représentants ont assisté à la conférence.

Dixième session de la Commission de la science et de la technique au service du développement de l'Organisation des Nations Unies : 21-25 mai 2007, Genève (Suisse). Un représentant a assisté à la conférence en qualité d'orateur principal invité.

Huitième Congrès international sur le sida dans la région de l'Asie et du Pacifique : 19-23 août 2007, Colombo (Sri Lanka). Cinq représentants ont assisté à la conférence.

Soixantième Conférence annuelle du Département de l'information pour les organisations non gouvernementales : 5-7 septembre 2007, au Siège des Nations Unies (États-Unis d'Amérique). Neuf représentants ont assisté à la conférence et un atelier sur l'évaluation de l'adaptabilité des différentes étapes économiques a été organisé. Un représentant a été invité pour participer à la table ronde intitulée « Changements climatiques : preuves scientifiques ».

Forum mondial sur la jeunesse et les TIC pour le développement de l'Alliance mondiale pour les technologies de l'information et des communications au service du développement : 24-26 septembre 2007, Genève (Suisse). Un représentant a assisté à la réunion.

Deuxième réunion du Forum sur la gouvernance d'Internet de l'Organisation des Nations Unies : 12-15 novembre 2007, Rio de Janeiro (Brésil). Quatre représentants ont assisté au forum et un atelier intitulé « Culture mondiale de la cybersécurité » a été organisé.

Treizième session de la Conférence des Parties (COP 13) à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques : 3-15 décembre 2007, Bali (Indonésie). Dix représentants ont assisté à la conférence et une manifestation parallèle intitulée « Rethinking the role of capacity building in international climate change negotiation (Repenser le rôle du renforcement des capacités dans les négociations internationales sur les changements climatiques) » a été organisée.

ii. **Coopération sur le terrain ou au Siège avec les organes ou les institutions spécialisées des Nations Unies**

Des initiatives ont été entreprises par l'organisation à l'appui des objectifs de développement convenus à l'échelle internationale, en particulier les objectifs du Millénaire pour le développement : i) le projet e-SDDC proposé par l'Association chinoise pour la science et la technologie, Académie chinoise des sciences, a été approuvé par l'Alliance mondiale TIC et développement dans le module Éducation

des communautés d'expertise. L'Association est l'une des organisations chefs de file (premier rapport annuel de l'Alliance mondiale TIC et développement, E/2007/CRP.4, 25 juin 2007); ii) Mme Hu Qiheng, représentante de l'Association, a été élue en tant que membre du Conseil stratégique de l'Alliance mondiale TIC et développement pour la période allant du 1^{er} avril 2008 au 31 mars 2010 (UN DESA 08/121, 31 mars 2008). M. Liu Chuang a été désigné Conseiller de haut niveau de l'Alliance mondiale TIC et développement; iii) l'Association est l'organisation membre du réseau régional informel ONU-ONG dans la région de l'Asie et du Pacifique, officiellement lancée conjointement par le NGO Network for International Exchanges et la Section des organisations non gouvernementales du Département des affaires économiques et sociales de l'ONU, à Beijing le 17 mars 2006.

L'Association a participé à de nombreuses activités organisées par le réseau régional informel ONU-ONG dans la région de l'Asie et du Pacifique. Les thèmes de ces activités portaient essentiellement sur les objectifs du Millénaire pour le développement. Certaines de ces activités se sont déroulées principalement à Beijing, dont les suivantes : i) cinquante-huitième Conférence modèle du Département de l'information pour les organisations non gouvernementales, juillet 2005. Un représentant a assisté à la conférence et a présenté un exposé oral; ii) première Conférence du réseau régional informel ONU-ONG dans la région de l'Asie et du Pacifique, 16 mars 2006. Deux représentants ont assisté à l'atelier et ont prononcé un discours sur la restauration écologique, les modes de subsistance différents et le développement durable. La Conférence a également proposé un document de recommandation en tant que contribution des organisations non gouvernementales d'Asie et du Pacifique auprès du Conseil économique et social; iii) exposition sur les organisations non gouvernementales chinoises et les objectifs du Millénaire pour le développement, mars 2007; iv) deuxième Conférence du réseau régional informel ONU-ONG dans la région de l'Asie et du Pacifique, 22 juin 2007, Beijing (Chine). Un représentant a assisté à l'atelier et a prononcé un discours sur le transfert de la main-d'œuvre rurale et la construction d'un nouvel espace rural en Chine.

3. International Buddhist Relief Organisation (Statut consultatif spécial accordé en 2000)

Première partie

Introduction

Les buts et objectifs de l'organisation consistent à fournir une aide financière et matérielle directe à toute personne, partout dans le monde, qui vit dans le besoin, indépendamment de son statut, ses croyances ou sa situation géographique. L'organisation continue d'appuyer des personnes vivant dans de nombreuses parties du monde, notamment au Sri Lanka, en Zambie, en Malaisie et en Inde.

À l'échelle mondiale, tous les programmes de l'organisation sont dotés en effectifs et fonctionnent sur une base entièrement volontaire, de sorte que chaque sou versé va aux nécessiteux.

En reconnaissance de l'action charitable inlassable de l'organisation, en 2007, la Reine Élisabeth II, sur recommandation du Gouvernement du Royaume-Uni de

Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, a remis l'Ordre de l'Empire britannique au Président de l'organisation, qui l'a accepté au nom de toute l'organisation.

L'organisation vient également en aide aux sanctuaires d'animaux.

Deuxième partie

Contribution de l'organisation aux travaux de l'Organisation des Nations Unies

2004. Les projets et activités ci-après ont bénéficié de la participation, de la supervision et du soutien constants du Président de l'organisation : i) à Dar es-Salaam (République-Unie de Tanzanie), l'organisation a créé une maternelle qui est en opération depuis huit ans. Un soutien à la formation professionnelle dans plusieurs disciplines se poursuit; ii) à Penang (Malaisie), un foyer pour personnes âgées a bénéficié de l'appui de l'organisation au cours des dernières années. La clinique Amatha accueille des personnes de tous âges et est en activité grâce à l'appui et la surveillance de l'organisation; iii) à Singapour, un centre de santé pour les pauvres est ouvert en permanence et offre des programmes de consultation et de soutien antistress; iv) en France, le centre de santé Blanc Mesnil accueille des personnes nécessiteuses. Ses programmes comprennent notamment des services de consultation et un soutien antistress; v) au Sri Lanka, le Président de l'organisation offre une surveillance et un soutien continu au Upekkha Bo Sevana Welfare Centre. Les services d'aide sociale pour les populations locales comportent des projets en cours, notamment une formation en informatique, en électronique, en anglais et en mécanique automobile.

2005. L'aide financière accordée aux projets ci-après a bénéficié de l'assistance, de la surveillance et de l'appui constants du Président de l'organisation : i) à Milan (Italie), le Président a visité le Centre de santé de soutien antistress et de méditation de l'International Buddhist Relief Organisation et ii) le centre de l'Association de protection des animaux; iii) à Berlin (Allemagne), le Président de l'organisation et des représentants du personnel ont participé à des projets humanitaires au niveau local portant notamment sur l'enseignement, des services de soutien antistress et de consultation et la condition de la femme; iv) en mai 2005, à la suite du tsunami, une équipe spéciale de 14 membres de l'organisation est restée au Sri Lanka pendant trois semaines. Elle a fourni une aide financière substantielle aux personnes victimes de la catastrophe ainsi que 12 conteneurs de biens de première nécessité. Des projets permanents ont été lancés et mis en place, notamment une école maternelle pour 50 enfants de familles déplacées ou disparues et des bourses d'études pour 400 enfants du niveau primaire au niveau universitaire. Quelques projets ont été menés en collaboration avec les bureaux du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF); v) l'implantation de petites industries pour des villageois qui ont perdu des revenus; vi) la remise en état de bâtiments dans quatre villages; vii) deux responsables des relations publiques internationales de l'organisation ont assisté aux réunions suivantes au Siège de l'ONU à New York : a) cinquante-huitième Conférence annuelle du Département de l'information et des organisations non gouvernementales en septembre 2005; b) réforme de l'ONU concernant le Sommet mondial de l'amour et de la paix – priorités du développement dans le monde pour la mise en œuvre des objectifs du Millénaire pour le développement.

2006. Au Sri Lanka, i) du 12 au 30 avril, un responsable des relations publiques internationales de l'organisation a participé à des projets lancés à la suite du tsunami

et a présenté des communications, des recherches et des études. Des réunions sur des activités humanitaires ont été financées conjointement et organisées afin de développer d'autres projets opérationnels et une aide financière a été fournie; ii) du 7 au 10 février, un responsable des relations publiques internationales de l'organisation a assisté à la réunion de la Direction des Indiens sur la question de fournir une assistance aux mères afin de permettre à leurs enfants de bénéficier d'un enseignement primaire; iii) en juillet, à Singapour et en Malaisie, le Président de l'organisation a participé aux projets opérationnels en cours sur la santé, les enfants et la condition de la femme.

2007. Durant les mois de juillet, août et septembre, le Président de l'organisation s'est rendu dans les bureaux européens de l'organisation, à savoir en Italie, en Allemagne, en France et en Suisse afin de donner plus d'extension aux centres de santé. Le centre de santé allemand dispose maintenant d'une clinique offrant notamment un traitement d'acupuncture pour différentes affections.

Activités répondant aux objectifs du Millénaire pour le développement

L'International Buddhist Relief Organisation a apporté sa contribution aux trois régions géographiques suivantes : Afrique, Asie et Europe.

Objectif 1 : Réduire l'extrême pauvreté et la faim

Actions : i) enfants nourris, vêtus et bénéficiant de services sanitaires = 2 080; ii) personnes ayant besoin de lunettes = 300 000.

Objectif 2 : Rendre l'enseignement primaire universel

Actions : i) garçons et filles ayant terminé l'éducation préscolaire = 240 (en cours); ii) élèves du niveau secondaire au niveau universitaire de premier cycle = 1 680; iii) fourniture de matériel scolaire = 24 221; iv) construction d'écoles maternelles, soutien continu et maintien en état = 2.

Objectif 3 : Santé et environnement

Actions : i) fourniture de soins médicaux généraux, services de soutien antistress, de consultation et de culture physique (gymnastique) = 22; ii) installation de réseaux d'eau potable = 58.

Activités d'appui aux principes mondiaux

Chaque année, une grande assemblée est organisée pour marquer la Journée mondiale de la lutte contre le sida et aborder les problèmes liés à la drogue au Royaume-Uni et à l'étranger, par l'intermédiaire des 16 bureaux de l'organisation répartis sur les continents.

Le siège de l'organisation est situé à Birmingham au Royaume-Uni. Les bureaux et le centre sont ouverts 365 jours par année et disposent d'installations fournissant gratuitement de la nourriture aux nécessiteux, des services sanitaires et des activités d'éducation physique, des services de consultation, de soutien antistress et d'acupuncture, des bibliothèques, des salles de réunion, sans distinction de croyance, de nationalité ou de statut.

Afrique : L'un des programmes les plus importants de l'organisation au cours des 10 dernières années a été la mise en place et le financement de la clinique Tithandizane en Zambie. Un travailleur de projet y occupe un poste permanent sous

le contrôle direct du Royaume-Uni. Cette clinique dessert 59 villages et dispense des soins médicaux et autres formes de soutien aux victimes du sida et fournit de l'eau potable.

4. People with Disabilities-Uganda (Statut consultatif spécial accordé en 2004)

Première partie

Introduction

People with Disabilities Uganda est une organisation nationale pacifique à but non lucratif pour la défense des droits des personnes handicapées. Elle est basée à Kampala (Ouganda). La mission de l'organisation est d'agir au service de la paix et de rendre la vie accessible à tous. Son objectif est d'encourager la sensibilisation, de promouvoir la paix et de fournir des services qui contribueront à améliorer la situation des personnes vivant avec un handicap et, par conséquent, le peuple ougandais dans son ensemble.

Deuxième partie

Contribution de l'organisation aux travaux de l'Organisation des Nations Unies

i) Participation aux travaux du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires, ainsi qu'aux grandes conférences et autres réunions des Nations Unies

L'organisation entretient des relations officielles avec les organismes des Nations Unies et cherche à interagir positivement avec les entités des Nations Unies afin de s'assurer leur soutien dans la poursuite de ses principaux objectifs. L'organisation s'efforce d'aider à la réalisation des objectifs des Nations Unies par des activités de promotion visant à assurer l'égalité des chances aux personnes qu'elle représente.

Activités pour la période 2004-2007

- M. Richard Mugisha, Directeur exécutif de l'organisation, a participé à la signature du Protocole de Nairobi pour la prévention, le contrôle et la réduction des armes légères dans la région des Grands Lacs, à Nairobi (Kenya) le 21 avril 2004.
- Des représentants de l'organisation ont assisté à la conférence du Réseau de l'Afrique de l'Est sur les armes légères, tenue à Nairobi (Kenya) le 15 octobre 2004 pour examiner les progrès accomplis par les gouvernements dans la mise en œuvre du Programme d'action des Nations Unies et de la Déclaration de Nairobi sur les armes légères dans la région des Grands Lacs.
- Le Directeur exécutif de l'organisation a accompagné le Directeur du Centre régional sur les armes légères à la deuxième Réunion biennale des États chargée d'examiner l'application du Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects, tenue au Siège de l'Organisation des Nations Unies, à New York, du 11 au 15 juillet 2005.

- En pleine conformité avec le rôle de premier plan attribué aux organisations civiles concernant la prévention et l'éradication des armes légères, l'organisation est devenue le membre pionnier de l'organe de liaison national de l'Ouganda. Les armes légères sont la principale cause d'invalidité dans la région des Grands Lacs et la corne de l'Afrique, y compris en Ouganda. Un contrôle efficace de la prolifération des armes légères réduira la violence armée et les invalidités au sein de la collectivité.
- Des représentants de l'organisation ont assisté à l'atelier de la Communauté économique d'Afrique centrale (CEAC) qui s'est tenu à Kigali (Rwanda) les 20 et 21 septembre 2005, sous le thème « A review of the ECCA member States' progress in implementing the United Nations Programme of Action on Small Arms and Light Weapons ».
- Le directeur exécutif de l'organisation a assisté à l'atelier des chargés de recherche sur les armes légères et la sécurité humaine régionale du Centre régional pour les armes légères, à Nairobi (Kenya), du 9 au 11 octobre 2006.
- Il a participé à l'atelier de l'Institute of Security Studies, à Windhoek (Namibie) le 16 décembre 2006, qui portait sur la position commune africaine sur la Conférence des Nations Unies chargée d'examiner les progrès accomplis dans l'exécution du Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects.
- Il a assisté à la Conférence des Nations Unies chargée d'examiner la mise en œuvre du Programme d'action sur le trafic illicite des armes légères, qui s'est tenue au Siège de l'Organisation des Nations Unies du 26 juin au 7 juillet 2006. La conférence s'est cependant achevée sans être parvenue à un accord sur un document final.
- Il a participé à la quatrième Conférence chargée d'examiner la Déclaration de Nairobi sur le problème de l'interdiction des armes légères dans la région des Grands Lacs, la corne de l'Afrique et les États frontaliers, qui s'est tenue à Kampala (Ouganda) le 17 avril 2007.
- L'Assemblée générale des Nations Unies a proclamé le 15 mai de chaque année Journée internationale des familles et le thème pour 2007 « Familles et personnes handicapées » a été célébré par l'organisation lors d'une cérémonie à Kampala en présence du Ministre pour les personnes âgées. Le Directeur de l'organisation a repris le message du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies en appelant la communauté internationale à aider les familles à autonomiser les personnes handicapées dont elles ont la charge et à enrichir leur vie. « Que cette Journée internationale des familles nous soit l'occasion de permettre à la famille, l'unité la plus fondamentale de la société, de remplir son rôle en veillant à ce que les personnes handicapées jouissent pleinement des droits de l'homme et de la dignité et s'épanouissent en tant qu'individus », a déclaré M. Mugisha.
- Un atelier de formation stratégique de deux jours consacré aux personnes ayant des besoins particuliers, qui s'est tenu au Qatar le 22 mai 2007, a abouti à une proposition visant à remplacer l'expression « personnes ayant des besoins particuliers » par « personnes atteintes d'un handicap ». La réunion faisait partie d'une série de discussions organisées par le Conseil suprême des

affaires de la famille du Qatar afin de mettre au point plusieurs stratégies familiales axées sur le groupe avant d'élaborer une stratégie nationale globale. « Nous devons modifier l'expression « personnes ayant des besoins particuliers » et la remplacer par « personnes atteintes d'un handicap », car l'expression « besoins particuliers », laisse entendre les autres personnes qui ont aussi des besoins particuliers », a déclaré M. Richard Mugisha, Directeur de l'organisation.

- Le Directeur de l'organisation a participé au quatrième Forum régional annuel de dialogue de la société civile et a fait un exposé sur le thème « Évaluation de l'impact des armes légères et renforcement du dialogue entre les parties prenantes », qui s'est tenu à Nairobi (Kenya) les 27 et 28 février 2007.
- Il a aussi participé à l'atelier intitulé « The Wireless Opportunity for Disabled Persons : New Horizons for Assistive Technologie », à Chicago (États-Unis d'Amérique) le 23 mai 2007. Une initiative phare de partenariat de l'Alliance mondiale pour les TIC au service du développement, la Global Initiative for Inclusive Information and Communication Technologies (G3ict), est dirigée par le Wireless Internet Institute (W2i) en coopération avec le Secrétariat de la Convention internationale pour la protection des droits et de la dignité des personnes handicapées et l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR). G3ict est un programme de deux ans qui vise à favoriser la participation et le dialogue multipartites. Il est soutenu par des entreprises bénévoles du secteur privé. Toutes les parties prenantes du secteur privé, du secteur public et des organisations non gouvernementales intéressées par les questions liées aux TIC et aux personnes handicapées ont été invitées à participer à son programme de travail.
- Au cours de cet atelier, l'organisation a pris part au groupe de discussion qui s'est réuni le 23 mai 2007 à Chicago (États-Unis d'Amérique), sous le thème « Good practices supporting disabled employees access ICT applications ». Le débat a été présidé par Karen Tamley, Commissaire, Mayor's Office for People With Disabilities, Chicago, et James Farstad, Président, client et conseiller à Minneapolis (États-Unis).
- Les participants à l'atelier ont également assisté à des exposés sur la Global Initiative for Inclusive ICTs, résumé des conclusions du premier Forum mondial de la G3ict, au Siège des Nations Unies à New York le 26 mars 2007.

ii) Activités d'appui aux principes mondiaux :

i) participation aux séances de planification concernant les Règles pour l'égalisation des chances des handicapés; ii) formation et soutien aux activités de la société civile pour favoriser la mise en œuvre de la Déclaration de Nairobi (signé le 15 avril 2004); iii) coordination des activités de la société civile à l'appui de la Déclaration de Nairobi; iv) en 2005, l'Association des donateurs pour le développement de l'éducation en Afrique a commandé des études sur l'alphabétisation en Ouganda pour sa réunion biennale et People with Disabilities Uganda a été l'une des organisations civiles à y avoir participé.

Au cours de la période considérée, l'organisation a élaboré des stratégies pour répondre de manière plus appropriée aux besoins particuliers des groupes défavorisés dans le spectre de la cécité comme les enfants et les femmes aveugles,

les personnes âgées et les personnes atteintes de multiples handicaps. La prise des mesures en faveur de ces groupes a été l'une des principales priorités de l'organisation pour la période 2004-2007. L'organisation continuera de sensibiliser le public à l'impact des armes légères en Ouganda.

5. Sister to Sister International (Statut consultatif spécial accordé en 2004)

Première partie

Introduction

Sister to Sister International établit un lien entre les femmes d'ascendance africaine à l'échelle mondiale et les ressources qui les relient, les font progresser et les renforcent. Les mandants de l'organisation sont essentiellement des femmes d'ascendance africaine dans l'ensemble de la diaspora, y compris des fillettes, mais aussi un échantillon représentatif de jeunes hommes. Les divers réseaux de membres intergénérationnels de l'organisation comprennent notamment des femmes d'organisations sociales de base, du milieu des affaires, du secteur professionnel et du domaine politique réparties dans toute la diaspora. Leurs programmes se concentrent principalement aux États-Unis d'Amérique, en Afrique et dans les Caraïbes et traitent des objectifs du Millénaire pour le développement, notamment l'objectif 2 (Assurer l'éducation primaire pour tous), l'objectif 3 (Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes), l'objectif 5 (Améliorer la santé maternelle), l'objectif 6 (Combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies) et l'objectif 8 (Mettre en place un partenariat mondial pour le développement). À cet égard, l'organisation parraine des forums éducatifs et relie les jeunes à des projets sur le site Web de la cyberécole du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) pour influencer sur l'alphabétisation et promouvoir l'éducation universelle, notamment par des activités d'alphabétisation avec la Bibliothèque nationale gambienne. Elle parraine des manifestations parallèles, y compris des ateliers et des forums sur des questions thématiques lors des réunions annuelles de la Commission de la condition de la femme. Elle présente aussi des documents et collabore avec le Caucus pour les femmes africaines. Elle collecte des fonds pour le Programme Maama Kit, une initiative sur l'accouchement sans risque à l'intention des femmes africaines, en collaboration avec l'Organisation mondiale de la santé et Links, Inc. Elle parraine des activités de dépistage et de prévention qui aident à lutter contre la pandémie du VIH/sida, ainsi qu'une initiative de mise en réseau qui favorise les partenariats mondiaux entre les organisations non gouvernementales de femmes africaines et diverses personnes ressources.

Deuxième partie

Contribution de l'organisation aux travaux de l'Organisation des Nations Unies

i. Participation aux travaux du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires, ainsi qu'aux grandes conférences et autres réunions des Nations Unies

L'organisation a fait des progrès notables dans la promotion de sa mission et des objectifs communs avec l'Organisation des Nations Unies en rapport avec les objectifs du Millénaire pour le développement depuis qu'elle a été dotée du statut consultatif spécial auprès du Conseil économique et social. Le champ d'activité de l'organisation est circonscrit et stratégique, ce qui lui permet de travailler en collaboration avec divers organes principaux de l'Organisation des Nations Unies. Ces organes comprennent notamment les organes apparentés du Conseil économique et social tels que la Commission de la condition de la femme et l'Organisation mondiale de la santé, ainsi que le Département de l'information, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance et le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme. Les efforts de collaboration des organisations avec l'Organisation des Nations Unies et ses nombreuses organisations non gouvernementales leur ont permis de jouer un rôle catalyseur dans la promotion des stratégies prospectives d'action de Nairobi, du Programme d'action de Beijing et des objectifs du Millénaire pour le développement entre leurs mandants mondiaux et les représentants de la société civile. En raison du partenariat entre l'organisation et l'Organisation des Nations Unies, des représentants de l'organisation ont coopéré de manière efficace avec le personnel des Nations Unies, les représentants des États membres et divers autres partenaires de la société civile. Depuis quatre ans, l'organisation parraine des forums et des manifestations parallèles lors des sessions de la Commission de la condition de la femme au Siège des Nations Unies à New York. Ces manifestations, qui ont lieu lors d'une « Journée des Nations Unies » prévue par l'organisation, fournissent l'occasion à des femmes d'ascendance africaine, aux échelons local et mondial, d'examiner les progrès sur des questions thématiques connexes sous l'angle des femmes de couleur.

Des représentants de l'organisation ont participé aux sessions ci-après de la Commission de la condition de la femme et ont présenté des déclarations écrites et orales, ainsi qu'aux réunions du Comité de planification des organisations non gouvernementales de la Commission de la condition de la femme qui se sont tenues au Siège des Nations Unies, à New York : i) cinquante-et-unième session, 26 février au 9 mars 2007, thème : élimination de toutes les formes de discrimination et de violence à l'égard des petites filles. Des déclarations écrites et orales ont été présentées sur le thème « Élimination de toutes les formes de discrimination et de violence à l'égard des petites filles : une perspective de la diaspora africaine ». Lors du débat, l'organisation a travaillé en collaboration avec le Caucus africain, entre autres. Elle a parrainé trois manifestations parallèles le 5 mars, y compris une visite du Siège des Nations Unies à l'intention des étudiants locaux et une séance d'information, un atelier thématique mettant en vedette Memory Phiri, un jeune militant de la lutte contre le sida en Zambie, et une réception permettant de tisser des relations avec des personnalités de l'Organisation des Nations Unies et d'autres acteurs. Elle a aussi travaillé en collaboration avec la Division de la promotion de la femme; ii) cinquantième session, 7 février au 10 mars 2006, thème : participation des femmes au développement et violence à l'égard des femmes. Lors du débat,

l'organisation a travaillé en collaboration avec le Caucus africain, entre autres. Elle a parrainé trois manifestations parallèles le 7 mars, y compris une visite du Siège des Nations Unies à l'intention des étudiants locaux, une séance d'information, un atelier thématique et une réception permettant de tisser des relations à laquelle a participé le Secrétaire général adjoint chargé des questions de parité entre les sexes; iii) quarante-neuvième session, 28 février au 11 mars 2005, thème : intégration d'une perspective sexospécifique au sein des entités du système des Nations Unies et Plan d'action de Beijing. Lors du débat, l'organisation a travaillé en étroite collaboration avec le Caucus africain, entre autres. Elle a parrainé trois manifestations parallèles le 9 mars, y compris une visite du Siège des Nations Unies à l'intention des étudiants locaux, une séance d'information, un atelier thématique et une réception permettant de tisser des relations avec des personnalités de l'Organisation des Nations Unies et d'autres acteurs; iv) quarante-huitième session, 1^{er} au 12 mars 2004, thèmes : rôle des hommes et des garçons dans la réalisation de l'égalité entre les sexes et participation des femmes dans des conditions d'égalité au règlement des conflits et à la consolidation de la paix après un conflit. Des membres aux niveaux local et mondial ont participé à la Journée des Nations Unies de Sister to Sister International, qui s'est tenue le 7 mars. Elle comportait une visite du Siège des Nations Unies pour les jeunes, une séance d'information, un atelier thématique mettant en vedette diverses organisations non gouvernementales et des partenaires du système des Nations Unies ainsi qu'une réception permettant de tisser des relations avec des personnalités de l'Organisation des Nations Unies et d'autres acteurs.

ii. **Coopération sur le terrain ou au Siège avec les organes ou les institutions spécialisées des Nations Unies**

Organisation mondiale de la santé (OMS) : L'initiative Maama Kit de Sister to Sister International, en collaboration avec l'OMS et l'organisation non gouvernementale Links, a recueilli plus de \$ 30 000 à l'appui d'une initiative sur l'accouchement sans risque en Ouganda (2003-2007). L'organisation a rencontré des représentants de l'OMS et le Président de la Section africaine pour encourager l'Afrique à mettre le programme en marche. Elle a parrainé des campagnes de collecte de fonds et, grâce à cette initiative, a soutenu à ce jour plus de 6 000 femmes à l'échelon local. Elle a aussi appuyé une organisation non gouvernementale locale au Niger en fournissant des fonds pour assurer la réparation chirurgicale des fistules.

Département de l'information : L'organisation a participé activement à la Conférence annuelle du Département de l'information pour les organisations non gouvernementales, notamment lors des cinquante-septième (2004), cinquante-huitième (2005), cinquante-neuvième (2006) et soixantième sessions (2007), qui se sont tenues au Siège des Nations Unies, à New York. Le Directeur général de l'organisation a présidé le Comité de travail en réseau et a coparrainé l'atelier sur l'environnement et facilité la participation des jeunes.

Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) : Des représentants de l'organisation siègent au Comité des ONG sur le Groupe de travail de l'UNICEF sur les filles. L'organisation a collaboré avec les conférenciers à l'atelier de 2006, à l'atelier thématique de la Commission de la condition de la femme sur la petite fille et aux initiatives visant à autonomiser les petites filles et à mettre fin à la violence.

iii. Initiatives prises par l'organisation pour appuyer les objectifs du Millénaire pour le développement

Objectif 5 – Améliorer la santé maternelle – et réduire de trois quarts le taux de mortalité maternelle : grâce aux efforts de l'organisation i) des trousseaux « Maama Kits » (dans le cadre d'une initiative d'accouchement sans risque) ont été distribués à plus de 6 000 femmes en Ouganda (2003-2005); ii) une formation de base en matière de santé liée à la propagation de l'infection et sur la manière de l'éviter a été dispensée à plus de 6 000 femmes (2003-2005).

Publicité : i) l'organisation a recueilli beaucoup de publicité concernant ses programmes qui se sont déroulés lors de la Journée des Nations Unies au cours des quarante-huitième, quarante-neuvième, cinquantième et cinquante-et-unième sessions de la Commission de la condition de la femme, notamment le Gannett News Service, 5 mars 2007, 8 mars 2006, 9 mars 2005, 7 mars 2004; ii) les initiatives sur l'accouchement sans risque : l'initiative Maama Kit a reçu une vaste couverture médiatique, dans la presse écrite, à la radio et à la télévision, mettant en vedette un représentant de l'OMS chargé de l'Afrique et des représentants de Sister to Sister International; iii) l'organisation a également utilisé l'Internet afin que les communications utiles soient diffusées aux membres et à d'autres sympathisants à l'échelle mondiale.